

Les comptes-rendus du



Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert

435 Rue du Roi, Québec (Qc) - G1K 2X1 – Téléphone : (418) 525-6187 poste 221
Télécopieur : (418) 525-6081 – Courriel : carrefour@capmo.org
Site Internet: www.capmo.org

Novembre 2012
Numéro 236

Un scandale qu'on ne peut plus ignorer

Au Québec, la dignité humaine est bafouée à chaque mois par un système de sécurité du revenu qui foule au pied les droits humains des personnes les plus vulnérables en se cachant derrière une structure bureaucratique qui déshumanise ceux qui la servent et détruit ceux qui en sont les victimes. Depuis plusieurs années, on coupe dans les services de première ligne en rendant l'accès à l'aide sociale inaccessible pour une personne sur deux qui se voit ainsi condamnée à l'itinérance. Ceci fait en sorte que plusieurs personnes hésitent à en sortir de peur de se voir refuser l'accès quelques mois plus tard. Les Centres locaux d'emploi (CLE) sont de moins en moins nombreux et les personnes qui désirent faire une demande d'aide sociale ont de la difficulté à rencontrer des êtres humains. Des agents de la sécurité du revenu font souvent preuve de préjugés envers les demandeurs et les perçoivent comme des menteurs et des fraudeurs avant d'y voir des êtres humains en détresse. Les montants attribués aux personnes vivant seules sans contraintes sévères sont infimes et ne permettent pas à une personne normale de vivre dans des conditions décentes. En plus, on harcèle ces individus qui ne peuvent faire de petits travaux pour s'en sortir, ni même recevoir de l'aide de leurs proches. Le système d'aide sociale confine ces gens à la misère ou à la délinquance comme stratégie de survie. Qui plus est, les préjugés sont amplement diffusés par des radios-poubelles qui considèrent les gens sur la base de leurs aptitudes à se trouver et à préserver un emploi alors que la réalité est tout autre. De fait, nous sommes en compétition les uns avec les autres sur le marché du travail, et à ce jeu, il est normal qu'il y ait quelques perdants. La détresse humaine engendrée par notre perte d'humanité et de compassion envers ceux et celles qui subissent des coups durs dans la vie ou qui n'ont pas eu la même chance au départ, la même estime de soi, le même réseau familial, les mêmes capacités physiques ou cognitives, démontre encore une fois qu'au lieu d'interroger le système économique et le régime social sur ses manques, nous préférons accuser les plus pauvres de leur propre misère. Diviser pour régner demeure la devise des maîtres de ce monde.

Yves Carrier



Étaient présentEs : 40 participants

Jacques Laplante
Robert Lapointe
Serge Petitclerc
Yves Carrier
Guy Boulanger
Micheline Bélisle

Lucie Tardif
Monique Toutant
Marc De Koninck
Donald Lehouillier
Gérald Doré
Marie-Anne Paradis

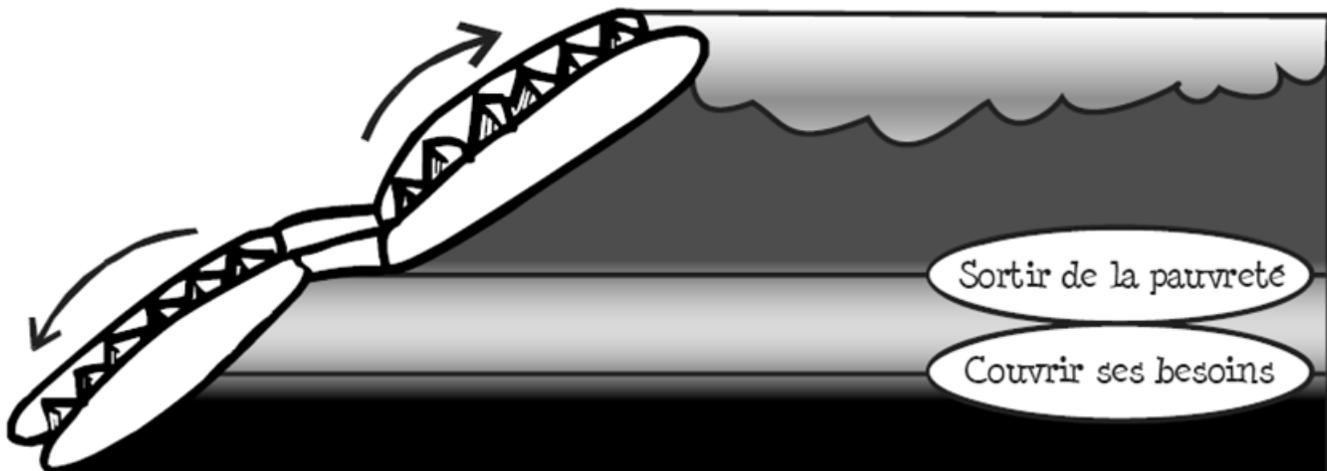
Frédéric McDuff
Robert Russell
Marie-Lyne Bouchard
Véronique, Renée,
Louis-François, Claudia
Et bien d'autres ...

Au Québec, 750 000 personnes ne couvrent pas leurs besoins de base

Conférence de Serge Petitclerc du Collectif pour un Québec sans pauvreté

Avant d'être au Collectif, j'ai travaillé et milité dans différents groupes populaires de la ville de Québec. J'ai travaillé entre autre à L'ADDS-QM, j'ai milité au CAPMO, au Journal Droit de Parole, au BAIL et par la suite j'ai travaillé à l'Accorderie. Alors je ne me considère pas comme un expert de la pauvreté mais plutôt comme un militant qui s'est impliqué dans les groupes sociaux. C'est à partir de cette expertise que je vais vous parler. La présentation de ce soir se nomme la pauvreté dans tous ces états mais elle fait partie d'une campagne plus large, d'une tournée des régions du Québec pour sensibiliser la population sur la question de la pauvreté au Québec. La tournée a commencé en Estrie en septembre, puis nous sommes allés à Rimouski au mois d'octobre, et nous nous arrêtons à Québec ce soir dans le cadre d'une soirée mensuelle du CAPMO à laquelle nous avons invité les partenaires du CLAP-03, le Collectif de luttes et d'actions contre la pauvreté de la région de Québec. Ensuite nous allons en Mauricie, dans le Centre-du-Québec et en Gaspésie, bref on va se promener un peu partout. La tournée devrait se terminer au mois de mars alors que nous allons souligner le dixième anniversaire de l'adoption de la loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Mais ça c'est une toute autre histoire...

Alors le scandale qu'on ne peut plus ignorer, 750 000 personnes au Québec vivent dans le rouge. Cela veut dire une personne sur dix. Ici nous sommes une quarantaine, alors 4 personnes parmi nous ne couvriraient pas leurs besoins de base. C'est basé sur la mesure du panier de consommation, la MPC. C'est un indicateur de très grande pauvreté. Une personne qui n'est pas capable de se nourrir, de se loger, de se vêtir, de se déplacer de façon adéquate. On considère qu'une personne qui n'a pas ce revenu minimal ne peut pas vivre en dignité et en santé. Quand on parle du MPC pour une personne seule, il s'agit de 15 000\$-16 000\$ par année, pour une famille de quatre, autour de 31 000\$. Mais qui cela touche-t-il ? On parle d'une personne sur dix à la grandeur du Québec. Mais si on ajoutait à celles-ci toutes les personnes qui vivent seules, il faudrait doubler ce nombre à une personne sur 5, 1 500 000 personnes. Environ 20% de la population du Québec ne couvre pas ses besoins de base ou vit dans la précarité. Si on y ajoute les familles monoparentales dirigées par une femme, ce serait le quart. Alors c'est beaucoup de monde qu'on ne peut plus ignorer.



Au-delà du nombre de personnes qui vivent en situation de pauvreté, il y a aussi la profondeur de cette pauvreté. Une personne vivant de l'aide sociale sans contrainte à l'emploi doit vivre avec la moitié du MPC. Si vous êtes une personne seule qui a une contrainte sévère à l'emploi qui ne peut pas retourner sur le marché du travail, vous avez à peine droit aux trois quarts de ce qui est considéré comme le revenu minimum pour vivre dignement. Quand on parle de pauvreté, cela ne vient pas de la tête du Collectif ou des groupes sociaux, cela vient du milieu scientifique, de Ressources humaines du Canada et même le gouvernement du Québec reconnaît ce fait et utilise l'indicateur de la MPC pour savoir combien de personnes ne couvrent pas leurs besoins de base. Et même si le gouvernement du Québec reconnaît que c'est insuffisant, il se contente de cela comme prestation à l'aide sociale.

Vivre dans le rouge !

Qu'est-ce que cela signifie vivre dans le rouge ? Très concrètement, cela signifie des gens qui ne sont pas capables de s'acheter des fruits et qui vont avoir une moins bonne santé à cause de cela. Une image, ce sont des gens qui s'achètent seulement des patates parce que c'est ça qui coûte le moins cher. C'est l'image de femmes qui ne peuvent pas s'acheter des serviettes sanitaires parce que cela coûte trop cher. Ou bien elles doivent choisir entre cela et pouvoir manger à leur faim. Même chose pour les médicaments, ces personnes doivent souvent choisir entre se nourrir ou s'acheter des médicaments. Cela veut dire paniquer quand les Caisses Desjardins décident d'imposer des frais de 2\$ pour avoir un compte.

Comment avons-nous fait comme société pour en arriver à ce scandale-là ? D'un côté, il y a eu des décisions politiques, par exemple de 2004 à 2008, le gouvernement a décidé d'indexer à moitié les prestations d'aide sociale. De l'autre côté, il y a aussi des causes économiques : le taux d'inflation qui monte et descend. La réalité c'est que le taux d'inflation augmente plus vite que les revenus de l'aide sociale. Une autre cause c'est que la hausse des denrées alimentaires et du logement augmentent plus vite que le taux d'inflation qui prend en compte un ensemble de produit de luxe pour établir ses comparaisons. Mais lorsqu'on parle des produits de base, les prix augmentent beaucoup plus vite que le prix des produits importés comme l'électronique.

Pour que la solidarité mette fin à la pauvreté

Six idées qui changent le monde

14 octobre 2012, 13 h 30

Le Gesù, Montréal

1200, de Bleury (station de métro Place-des-Arts)

JULIAN BOAL
Formateur brésilien spécialisé dans le théâtre de l'opprimé!
Le spectacle terminé, la lutte commence

LE COMITÉ AVEC
Personnes en situation de pauvreté, intervenantEs et chercheurEs
Pensons, décidons et agissons ensemble!

L'AURE WAKIDEL
Écosociologue, cofondatrice d'Égitére
Choisir aujourd'hui ce que sera demain

DAN BIGRAS
Auteur-compositeur-interprète et acteur
Ceux qui reviennent de loin

VIVIAN LABRIE
Chercheuse autonome, membre du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE)
Re-considérer le frie, le doux et le dur

RICCARDO PETRELLA
Économiste, politologue et altermondialiste
Il faut déclarer illégale la pauvreté. Halte au nouvel esclavage global!

Contribution volontaire à la porte
Réservation requise au
1-877-505-0040 ou à collectif@pauvrete.qc.ca

Collectif pour un Québec sans pauvreté
www.pauvrete.qc.ca



La part du revenu du 0.1% des plus riches 1920-2000

4

Ce qu'on essaie d'amener au Collectif, c'est que derrière ce scandale, il y a des histoires et des vies. Des histoires de pauvretés, des histoires d'inégalité et des histoires de préjugés. C'est assez complexe mais c'est un peu ces histoires-là qu'on va essayer de se raconter. Couvrir ses besoins de base, ce n'est pas la même chose que sortir de la pauvreté. Bien sûr, il y a les 750 000 personnes qui ne couvrent pas leurs besoins de base, mais il faudrait aussi y ajouter autant de personnes qui vivent dans la pauvreté. D'ailleurs, c'est une porte d'entrée qui est complexe. Il y a plusieurs portes d'entrée dans la pauvreté, il y a plusieurs visages. L'un de ces visages est le phénomène des travailleurs et des travailleuses pauvres. Un autre exemple, de 2001 à 2011, le prix des maisons, du logement donc, des voitures, de l'essence, donc du transport et des denrées, ces prix ont quadruplé. Pendant ce temps, le salaire moyen a moins que doublé. Quand on parle d'appauvrissement et de pauvreté, c'est de cela dont on parle.

Ce scandale cache aussi une réalité d'inégalité alors que les écarts s'agrandissent entre les mieux et les moins bien nantis. Exemple, voici la part du revenu dans l'économie du 0,1%, une personne sur mille, les plus riches, de 1920 à 2000. Dans les années 1920, les gens les plus riches s'accaparaient de 5 à 8 % de la richesse. Pendant les trente glorieuses qui correspondent au boom économique d'après-guerre, ça a beaucoup baissé. Au milieu des années 1970, les disparités de revenus augmentent à nouveau avec le choc pétrolier d'abord, puis la montée en force de l'idéologie néolibérale. On se retrouve à nouveau avec des écarts de revenus équivalents aux années 1920'. Ce qui veut dire qu'il se crée de la richesse, mais qu'elle est de plus en plus aspirée vers le haut. Exemple, en 2007, la part du revenu qui était dans les mains du 1% les plus riches était de 11% au Québec. Le 10% les plus riches s'accaparent 37%, c'est-à-dire, plus du tiers de chaque dollar produit au Québec. Pendant ce temps, les 20% les plus pauvres de la population doivent se contenter de 3.5% des revenus disponibles. Cela veut dire que les 20% les plus pauvres ont 10 fois moins de revenus que les 10% les plus riches de la société. C'est ça des inégalités. Là on parle des plus riches et des plus pauvres.

La classe moyenne

De 1990 à 2009, le pouvoir d'achat de la classe moyenne, 60% de la population, a baissé de 3%. Au même moment, les plus riches se sont enrichis de 6%. Pourtant, la croissance économique était au rendez-vous, jusqu'en 2008 avant l'avènement de la crise financière, le produit intérieur brut, PIB, a augmenté de près de 30%. La richesse produite au Canada aurait augmenté de près du tiers entre 1998 et 2008 mais cette nouvelle richesse n'a pas été répartie équitablement. Les inégalités ont donc augmenté en dépit de cette croissance extraordinaire. Ce n'est pas tout le monde qui profite de la création de la richesse. Parfois même on s'appauvrit en raison de l'augmentation des prix qui s'en suit. De plus, cette disparité est aggravée par l'action de l'État qui a réduit le nombre de paliers fiscaux, réduisant par le fait même la redistribution de la richesse vers l'ensemble des couches de la population.



Ces tendances ne sont pas le fruit du hasard mais des décisions politiques au regard du budget de l'État qui a accordé de nombreuses réductions d'impôts aux mieux nantis sous prétexte de leur plus grande participation à la création de la richesse. Les baisses d'impôts réduisent d'autant la capacité d'intervention de l'État. Moins d'impôt équivaut à moins d'argent pour les services publics, moins pour les services sociaux, moins de distribution de la richesse. Les récentes baisses d'impôts équivalent à 6 milliards de dollars par année dont le gouvernement a choisit de se priver. Ensuite, il se retrouve en déficit et doit couper dans les services à la population. Alors qu'on sait qu'obtenir la gratuité scolaire coûterait au trésor québécois quelques centaines de millions de dollars par année.

Si on ajoute à cela les points d'impôt de la TPS que le gouvernement fédéral a cédé au gouvernement québécois et que celui-ci a laissé tomber, nous sommes rendus à 9 milliards de dollars par année et on ne parle pas des baisses d'impôt pour les entreprises et on ne parle même pas du gouvernement fédéral.



Tout cela est d'autant plus choquant, que les indicateurs internationaux corroborent que les sociétés plus égalitaires réalisent d'importantes économies en coût de santé, de criminalité et de services sociaux. Les gens y sont plus heureux et y vivent plus longtemps en santé, les riches aussi en bénéficient. Au contraire, plus une société est inégalitaire, plus les dépenses de santé et de sécurité s'accroissent de même que le degré d'anxiété et d'insatisfaction de la population. Si on compare les pays anglo-saxons avec les pays du Nord de l'Europe, force est de constater que dans ces derniers, la qualité de vie est supérieure pour toutes les couches de la population. Un riche qui vit en Norvège va vivre plus vieux qu'un riche qui vit aux

États-Unis parce que la société est plus égalitaire. Mais ça on ne nous en parle pas dans les médias de masse.

Le scandale des préjugés

Le scandale de la pauvreté au Québec cache également une histoire de préjugés envers les démunis. Comment cela se fait-il qu'il y ait 750 000 personnes qui ne couvrent pas leurs besoins de base au Québec ? Pourquoi tolère-t-on qu'il y ait autant de pauvreté et pourquoi tolère-t-on que les écarts s'agrandissent ? Les mentalités sont bloquées par les préjugés. Une romancière américaine Tommy Morrison reconnaît que si aux États-unis on a eu certains problèmes au niveau du racisme, on refuse par contre de parler de la pauvreté, comme si cela n'existait pas dans ce pays. On refuse de parler de l'existence des classes sociales.

En tout cas, au Québec, on en entend parler de deux manières : La charité à l'occasion des fêtes de Noël. C'est beaucoup de la misère, de la pitié et un appel à la charité, et parfois du mépris. On en entend parler aussi d'une autre manière, celle des préjugés. La publicité du parti conservateur du Québec lors de la dernière campagne électorale qui dit : L'aide sociale devrait être une aide temporaire et non un plan de carrière. Dans ce genre de discours, quant on parle de pauvreté, on parle de dépendance économique et de fraudes. On parle de préjugés et on dit que les assistés sociaux devraient se forcer pour retourner sur le marché du travail. Mais que se passe-t-il pendant qu'on refuse de parler de ces mensonges ? Une grande majorité de travailleurs refoulent leurs insatisfactions au travail parce qu'ils savent très bien qu'il existe quelque chose de pire qui est de se ramasser à l'aide sociale ou au chômage.

C'est comme si tous ces préjugés et ses mensonges nous détournent de toute cette logique d'inégalité. Oui les préjugés portent atteinte à la dignité des personnes parce que les préjugés déforment la réalité. Un bel exemple, c'est la question de l'incitation au travail. Nos gouvernements et certains de nos députés croient à tort que si on augmente les prestations d'aide sociale, les gens ne voudront pas retourner sur le marché du travail, et il y en a même qui vont quitter leur emploi pour se mettre sur l'aide sociale. Mais c'est le contraire qui se produit. La réalité, c'est que les ménages qui ont été le plus aidés, sont ceux où les chefs de famille monoparentale sont le plus retournés sur le marché du travail. Pourquoi ? Parce qu'à partir du moment où tu commences à améliorer tes revenus, tu peux commencer à penser à autre chose qu'à survivre, parce que survivre c'est une job à temps plein.

L'intimidation

La réalité c'est que les préjugés profitent à ceux qui exploitent les travailleurs à faibles revenus. Ignorer ce scandale peut avoir deux significations. Ignorer peut vouloir dire qu'on ignore l'existence du problème, ou bien cela peut vouloir dire qu'on ne veut pas savoir pour ne pas en tenir compte.

C'est un peu comme le syndrome de la cour d'école. Il y a une troupe de brutes qui martyrisent d'autres élèves, généralement ceux qui sont différents. Pendant ce temps, la majorité autour ne réagit pas ou certains les encouragent parce qu'ils ne veulent pas être les prochaines victimes. C'est toujours plus facile de se mettre du côté du plus fort que du bord de ceux et celles qui ont besoin de notre solidarité. Dans le fond, le message qu'on lance aujourd'hui avec cette tournée du Collectif, c'est qu'il est grand temps que nous sortions de ce syndrome de la cour d'école pour réclamer un Québec sans pauvreté.

Je vais revenir sur la question de la pauvreté dans tous ses états. On va y aller en trois temps. D'abord j'aimerais vous parler de quatre mythes qui entourent la pauvreté. D'abord il faut reconnaître que la pauvreté est plus répandue qu'on ne le pense. Ensuite, nous allons faire une petite histoire des luttes politiques sociales au Québec. On va conclure avec quelques constats et quelques remèdes pour mettre fin à la pauvreté.

La pauvreté : Mythe et réalité

Première croyance : La pauvreté ici c'est pas si pire que ça. C'est pire dans le Tiers monde, ici on a l'aide sociale, on a l'assurance chômage, on a les hôpitaux gratuits, on a un système d'éducation gratuit, etc. Donc c'est pas trop pire la pauvreté. De quoi se plaint-on ? En parti, c'est vrai ! Mais quand même, il faut distinguer entre couvrir ses besoins et sortir de la pauvreté. La deuxième réalité, c'est que l'aide sociale ne permet pas de couvrir ses besoins de base et encore moins de sortir de la pauvreté.

Si nous divisons la société en plus ou moins cinq quintiles de revenu, les gens à très faibles revenus occupent le quintile le plus bas, ce sont environ 10% de la population. Ils vivent dans le rouge parce qu'ils ne couvrent pas leurs besoins de base et qu'ils sont techniquement en situation de survie. À l'échelon supérieur, de 20 à 40% de revenu, où l'on retrouve environ 15% de la population, les gens vivent dans le jaune parce qu'ils sont près de la pauvreté et qu'au moindre pépin, maladie, divorce, perte d'emploi, ils peuvent y tomber. Ensuite, il y a la classe moyenne, de 40% à 90% de revenu, ces gens vivent dans le vert parce qu'ils peuvent épargner et avoir des projets, acheter une maison. Ils sont environ 60% de la population. Puis, tout en haut, dans les nuages, le 1 ou 2% de très riches qui ne veulent pas payer d'impôt parce qu'ils peuvent se payer tout ce qu'ils désirent. C'est cela la réalité au Québec.

La mesure de la pauvreté



Quand on parle de la MPC, la Mesure du panier de consommation, on parle ici des besoins de base. Mais au-delà des besoins de base, il y a aussi ce qu'on appelle la pauvreté. Il y a une époque où on pensait qu'il y avait la pauvreté absolue et la pauvreté relative. L'idée étant simplement qu'il faut d'abord couvrir ses besoins de base, c'est la priorité. Mais même si on couvre ses besoins de base, qu'on a un loyer, qu'on peut se nourrir, se déplacer et s'habiller, on peut vivre dans une situation de précarité. On parle ici d'une personne seule qui a des revenus entre 15 000\$ et 22 000\$. Alors on peut couvrir ses besoins essentiels et être quand même en situation de pauvreté. Je vous rappelle qu'une personne ne couvre pas ses besoins et selon le type de ménage, on s'en sort bien ou en s'en sort moins bien. Quand on vit en couple ou quand on a des enfants on s'en sort mieux, ou quand on est un homme, quand on est plus âgé également, sauf quand on se retrouve avec des problèmes de santé. Les femmes seules sont les plus vulnérables.

Une autre réalité, les prestations d'aide sociale. À l'aide sociale, une personne seule reçoit 7 000\$ par année si elle est considérée comme apte au travail et 10 000\$, si elle a une contrainte sévère à l'emploi. Le problème c'est qu'il en coûte 15 000\$ pour couvrir ses besoins de base. Donc, il n'y a aucune prestation d'aide sociale qui permet de couvrir ses besoins.

Le supplément de revenu garanti pour les personnes âgées. À partir d'octobre 2012, qui n'a pas eu de revenu de travail au cours de sa vie ou presque pas, se retrouve avec 15 407\$ par année. Ceci lui permet non pas de sortir de la pauvreté, mais de couvrir ses besoins de base. Les gouvernements reconnaissent que les personnes âgées les plus pauvres ont droit à un revenu décent pour se sortir de la misère absolue.

Si on compare avec le salaire minimum, une personne qui travaille à temps plein, 40 heures semaine, cela lui fait des revenus autour de 20 620\$ par année. Sauf que dans la réalité, ces emplois en majorité occupés par des femmes, exigent une grande flexibilité et sont en fait rarement à temps plein. On parle dans la majorité des cas de 25 à 30 heures par semaine.

Alors pensez-vous encore que c'est pas si pire que ça la pauvreté au Québec ?

C'est scandaleux !

Deuxième mythe : Il faut d'abord créer de la richesse avant de la redistribuer. Autrement, il n'y a pas assez de richesses disponibles, donc on ne peut pas augmenter les prestations d'aide sociale ou le salaire minimum. Si on était plus riche comme société et comme gouvernement, on en redistribuerait davantage. C'est faux. Il y en a de la richesse, mais elle est aspirée vers le haut.

L'IRIS

L'IRIS est l'Institut de recherche et d'information socioéconomique. Selon l'IRIS, d'après une étude qui porte sur une trentaine d'années sur les revenus de la population au Québec, on a divisé la population en décile, tranche de 10 %, puis on a fait des regroupements : les 30% plus riches, les 30% plus pauvres, et les 40% qui sont au milieu. Sur une période de trente ans, les plus riches sont passés de 53% à 59% des revenus disponibles, le plus pauvres sont passés de 10% à 7%, et ceux qui sont au milieu sont passés de 37% à 34%. $3\% + 3\% = 6\%$, c'est la marge d'enrichissement qu'est venu chercher la classe plus aisée. Dans le fond, plus t'es riche, plus t'es heureux.

Les escaliers roulants

Les escaliers roulants c'est une image qui a surgie d'un carrefour de savoirs de personnes en situation de pauvreté qui ont dit : « C'est vrai qu'il y a différentes classes sociales, mais en plus il y a des escaliers roulants avec un palier. Vers le haut, si tu es riche, les escaliers montent mais si tu es pauvre, les escaliers descendent. Si tu es entre les deux, sur le palier, tu ne bouges pas. Dans la société, c'est comme si celles du haut disent à celles d'en bas : « Allez monter vous allez vous en sortir ! » Sauf que nos escaliers roulants descendent au lieu de monter. À chaque fois qu'on essaie de s'en sortir, la réalité nous aspire vers le bas. Il serait temps que quelqu'un s'occupe des escaliers. » Autrement dit le problème est structurel et non seulement individuel. Dans le fond le message c'est qu'il y a de la richesse mais qu'on refuse de la distribuer. La réalité aussi c'est que bien souvent les décisions politiques aggravent la pauvreté. On a parlé de la demi augmentation des prestations d'aide sociale, mais plus largement on parle de l'auto ratatinage de l'État. Cela veut dire que quand on coupe dans les impôts, on coupe dans les services publics.



Quand on s'en va vers un budget d'austérité, le gouvernement va dire : « On va couper dans l'administration, on coupera pas dans les services. » C'est faux. Quand on coupe dans les budgets des différents ministères, c'est du monde qui travaille alors lorsqu'on coupe dans l'administration, il y a des services qui disparaissent. Nous avons vu tout à l'heure que le gouvernement a coupé 6 milliards dans les impôts, mais s'il n'avait pas coupé ces 6 milliards en 2008, il n'y aurait pas eu de crise économique au Québec et nous n'aurions aucun déficit parce que l'État aurait eu la marge de manœuvre nécessaire pour passer à travers. Quand nous entendons qu'il faut créer la richesse avant de la distribuer, c'est un mythe.

Troisième croyance : C'est par le travail que nous allons éliminer la pauvreté. Cela pourrait avoir du sens si tout le monde avait accès à un bon emploi avec un salaire décent, un emploi qui répond à tes capacités et à ta formation. Est-ce la réalité ? Voici l'épreuve des faits : Première réalité, il y a beaucoup de personnes qui ne peuvent pas occuper un emploi. La réalité c'est qu'il y a des gens qui sont malades avec des problèmes de santé physique ou mentale, ou les deux. Il y a des gens qui ont des responsabilités comme la garde de jeunes enfants qui les empêchent de retourner sur le marché du travail pour un temps. Quand tu es mère de famille monoparentale sans instruction, il y a des bonnes chances que tu restes à la maison pour t'occuper de tes enfants. Il y a des exigences accrues de scolarité. Quand on regarde dans les journaux ou sur Emploi Québec, le nombre d'emplois qui ne requièrent pas une formation spécifique sont peu nombreux. Sans scolarité, on a de la difficulté à retourner sur le marché du travail.

La productivité

Il existe un dogme selon lequel il faut être productif et hyper performant. On est supposé être capable de tout faire en même temps. Alors que dans la vraie vie, il y a beaucoup de gens qui ne peuvent pas occuper un emploi parce qu'ils n'ont pas la capacité pour suivre la cadence du travail.

Deuxième réalité, pour beaucoup de travailleurs et de travailleuses, l'emploi ne fait pas sortir de la pauvreté. À 40 heures par semaine, on se retrouve avec un revenu de 20 000\$ à 21 000\$ qui permettrait en théorie d'être le plus près possible d'une sortie de pauvreté. Mais la réalité que les statistiques nous disent, c'est qu'une personne au salaire minimum travaille en moyenne 25 heures par semaine.

$25 \text{ heures} \times 9,90\$ \times 52 \text{ semaines} = 12\,870\$ \text{ par année.}$

C'est un revenu inférieur à la mesure du panier de consommation qui est de 15 000\$. C'est la réalité de beaucoup de travailleurs et de travailleuses. On nous dit que ce sont surtout des jeunes qui font ce salaire. Cela veut dire que quand tu es jeune tu n'as pas le droit de gagner honorablement ta vie ? On parle de travail atypique, de travail précaire et d'agences de placement. Il y a plus du tiers des travailleurs et des travailleuses qui occupent des emplois atypiques où les conditions de travail sont plus difficiles, voire très difficiles. Alors est-ce que vous considérez qu'avoir un emploi cela nous sort automatiquement de la pauvreté ?

Alors, quatrième grande croyance : La lutte à la pauvreté cela coûte trop cher. C'est toujours l'idée que nous devons avoir plus de richesses pour pouvoir la distribuer. En fait, la réalité c'est que la pauvreté elle-même coûte cher et que l'État a les moyens. En 2011, deux rapports ont paru. L'un du Conseil national du bien-être social et l'autre du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, qui sont arrivés relativement au même constat : les coûts sociaux de la pauvreté est autour de 5 à 6 milliards de dollars par année. Au-delà du fait que la pauvreté c'est difficile pour les personnes, qu'elles développent des problèmes de santé, cela coûte cher à la société. Alors, lorsque vous entendez dire que combattre la pauvreté cela coûte cher, oui mais la pauvreté, si on ne s'en occupe pas, cela coûte cher aussi.

Un autre mythe : L'État n'a pas les moyens. C'est faux. C'est une question de choix et de priorités. Les taux d'imposition, en 1988, le taux d'imposition le plus bas était de 13% et pour les revenus les plus élevés il était de 33%. Aujourd'hui, il est rendu à 24%, et on nous dit que l'État n'a pas les moyens. On a des choix qui pourraient être différents. Prenez l'exemple de la fameuse taxe santé, le gouvernement a décidé de l'imposer au plus de monde possible sans égard aux revenus des personnes. Cela aurait pu être autrement. Les prix d'électricité, l'État hausse les tarifs, mais refuse d'augmenter de façon significative les redevances minières. C'est un choix qui pourrait être fait. L'État a décidé de hausser fortement les frais de scolarité, mais il aurait pu décider d'augmenter significativement les impôts de banques et d'offrir la gratuité à l'université. C'est un choix qui a été fait. Il y a de la marge de manœuvre. Exemple la Coalition opposée à la privatisation des services publics a identifié 18 sources de financement possible pour l'État. Ils ont évalué à au moins 9 milliards d'argent neuf qu'on pourrait aller chercher. Donc, il y en a de l'argent mais il faut faire le choix d'aller la chercher là où elle est. Conclusion, cela coûte plus cher de ne rien faire pour éliminer la pauvreté et nous avons les moyens comme société de le faire.

Histoire politique des luttes sociales

Pourquoi est-ce qu'on parle de cela ? C'est parce qu'il est important de comprendre la provenance de cette logique de ne pas investir dans la lutte à la pauvreté. De mettre toujours de côté le principe qu'il faudrait au moins être capable de couvrir ses besoins de base.

« Nous sommes d'avis que le véritable rôle de l'État, ce n'est pas de se substituer à la providence et de détruire par le fait même l'initiative personnelle et le sens de la responsabilité individuelle qui sont autant de facteurs de progrès solides et durables. » Maurice Duplessis, 1957.



Cela représente bien les mentalités d'avant la Révolution tranquille, c'est la période des Trente glorieuses où l'économie est florissante et où il y a beaucoup d'emplois disponibles dans les usines. C'est une période où au fédéral, on assiste à un fort interventionnisme de l'État mais pendant ce temps au Québec, c'est la Grande noirceur. L'Église et ses œuvres caritatives occupent le terrain de l'aide charitable. C'est l'époque de luttes ouvrières importantes dont la Marche des chômeurs à Ottawa en 1935. C'est la période où les premières politiques sociales sont mises en place au Canada. 1945, les allocations familiales apparaissent au fédéral, les pensions de vieillesse en 1952, l'Assurance emploi en 1956, l'Assurance hospitalisation en 1957. Des programmes qui ont été mis en place dans ces années là servent encore aujourd'hui même s'ils ont été amputés. Pendant ce temps au Québec, la population a droit à une assistance qui est fournie par l'Église et les institutions privées qui sont aussi financés par l'État mais dans une moindre mesure. À l'époque, on aide les bons pauvres : les aveugles, les handicapés, les personnes âgées, les mères nécessiteuses si elles mènent une vie convenable, etc.



René Lévesque (1922-1987)

Que faut-il retenir de cette grande période historique ? Au fédéral, on est en train de construire un État moderne où les politiques sociales deviennent un droit, alors qu'au Québec, c'est la charité privée qui soulage la misère sans s'attaquer aux causes de la pauvreté. Tout cela se passe avant 1960.

La Révolution tranquille

« Rien de tout cela cependant ne règle le problème des assistés sociaux, ceux-ci souffrent injustement. Leur misère a trop duré. Il faut absolument que le gouvernement s'occupe d'eux sans tarder. Tel est pour le Québec la première, la plus urgente, la plus grave des priorités. » Claude Ryan, 1969.

Cela demeure une citation qui reflète bien cette époque où l'on réclamait des droits et où on obtenait des droits, des programmes sociaux et des services publics. Le contexte de ces années-là, malgré le choc pétrolier et une lente remontée des inégalités sociales, mais c'est la Révolution tranquille, avec Jean Lesage, René Lévesque et Paul Gérin-Lajoie, l'Équipe du tonnerre, où la lutte à la pauvreté devient une responsabilité collective et étatique qui repose sur la reconnaissance en dignité et en droit de chaque individu conformément à la Déclaration universelle des droit humains. C'est la période où est adopté la Charte des droits et libertés au Québec, où le gouvernement du Québec signe des pactes internationaux affirmant qu'un revenu décent est un droit.

Les acteurs : La charité privée est toujours là, mais tranquillement on se laïcise. Il y a par ailleurs un très fort militantisme syndical. C'est la période du deuxième front. Les syndicats s'occupent des conventions collectives mais aussi des conditions sociales de l'ensemble de la population. On fonde les ACEF, la caisse d'économie solidaire Desjardins, on soutient le développement des groupes populaires. C'est aussi une vision nouvelle de la sécurité sociale. On reconnaît que l'assistance publique est un droit et que la pauvreté est un problème social, pas seulement individuel. C'est aussi l'époque de l'adoption de plusieurs lois et de plusieurs réformes sociales au Québec. L'Assurance hospitalisation, reconnaissance de l'égalité juridique des femmes, 1964, la loi sur l'aide sociale en 1969, la loi sur l'Assurance maladie en 1970, la Charte des droits et libertés de la personne en 1975, etc.

C'est une période de grands bouleversements. Ce qui est important de retenir de cette période, c'est que l'État reconnaît ses devoirs en matière de lutte à la pauvreté. L'État reconnaît alors que la lutte contre la pauvreté c'est un droit et non pas un privilège.



Le néo-libéralisme et les années 1980'

« La meilleure redistribution de la richesse, c'est l'emploi, la meilleure expérience professionnelle, c'est l'emploi, la meilleure sécurité sociale, c'est l'emploi, la meilleure stratégie de lutte à l'exclusion et à la pauvreté, c'est l'emploi. » Lucien Bouchard, 1996, Discours d'ouverture du sommet socio-économique sur l'emploi et l'économie.

C'est une période d'intenses luttes citoyennes.

Contexte : Trois crises économiques : 1982, 1991, 2008. Nous entrons dans l'ère du néolibéralisme où l'idéologie néolibérale veut limiter le rôle de l'État et libéraliser les marchés au moyen des accords de libre-échange. La ZLEA, Zone de libre-échange des Amériques a été combattue par le mouvement populaire à travers le continent et nous avons gagné cette bataille. C'est aussi une période de privatisation des organismes publics. Petro Canada a déjà été une société d'État. Imaginez le formidable outil dont nous nous sommes privés collectivement en le remettant pour une fraction de sa valeur à une société privée ? C'est une période où le maître mot est la « responsabilisation des individus ». « C'est de votre faute si vous êtes pauvres. Vous avez juste à aller travailler. »

Dans les années 1980, le secteur communautaire des services se développe, les entreprises d'économie sociale et solidaire apparaissent, **la Marche du pain et des roses**, le commerce équitable, la mouvance altermondialiste autour du Forum social de Porto Alegre au Brésil. C'est aussi une période où nous assistons à la naissance de grandes coalitions. Les gens ressentent le besoin de s'unir à nouveau pour faire face aux dictats de l'économie mondialisée par les grandes entreprises : Solidarité populaire Québec, Marche mondiale des femmes 2005, 2010, bientôt 2015. Le Collectif pour un Québec sans pauvreté apparaît au cours de cette période à la fin des années 1990 et finalement la Coalition opposée à la privatisation des services publics. C'est une période où les gens travaillent en coalition.

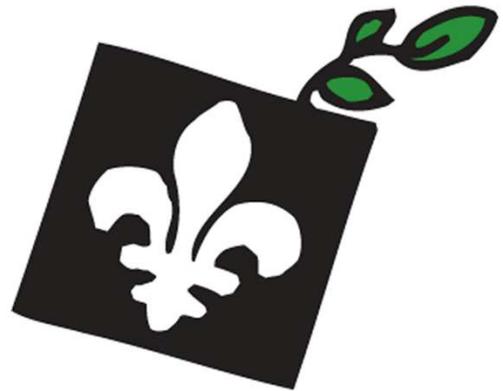
Les années 1980 jusqu'à aujourd'hui, c'est une période qu'on a qualifié de "valse des reculs et des gains". Cette période a été marquée par des reculs assez importants. Si nous avons gagné que la lutte à la pauvreté est un droit dans les années 1970, nous avons reculé dans les dernières années parce que l'État s'est enlevé les moyens d'intervenir. Le gouvernement a privatisé des sociétés d'États. Il a lutté contre le déficit en réduisant les dépenses. Le déficit zéro consistait à dire : "Il faut réduire les déficits pour se donner plus de moyens pour intervenir dans les programmes sociaux." Et quand ils ont atteint le déficit zéro, ils ont choisi de réduire les impôts des plus riches au lieu d'investir dans les programmes sociaux.

Pendant cette période, lorsque le gouvernement annonce qu'il désire réformer un programme, cela signifie que celui-ci va être réduit. On passe d'une logique de droit à une logique de « workfare ». Dans cette idéologie, il faut que les prestations soient les plus basses possibles pour que les gens soient obligés de retourner sur le marché du travail. L'assurance chômage devient l'assurance emploi, l'aide sociale devient l'assistance emploi, les mots sont importants ici. Ils révèlent une mentalité et une idéologie présente chez les législateurs et l'appareil bureaucratique. Les montants versés aux chômeurs et aux personnes vivant de l'aide sociale sont très peu indexés, voire diminués. Ce sont des reculs assez importants que nous avons vécus pendant cette période mais nous avons aussi obtenu certains gains.



Il y a eu des batailles et nous avons gagné des choses. La loi sur l'équité salariale a été une grosse bataille du mouvement des femmes qui a été gagnée. Il y a eu la mise sur pied des CPE, les Centres de la Petite Enfance à 5\$ puis à 7\$. Pendant cette période, le mouvement social a gagné les mesures de soutien aux enfants pour les aider à sortir de la pauvreté. Cette allocation versée aux familles à faible revenu, a été une mesure importante qui en a aidé plusieurs. Le régime québécois d'assurance parentale, pour obtenir ce gain, une coalition avait été mise sur pied dès 1990. Le régime a été mis en application en 2006, donc c'est 16 ans de lutte pour obtenir ce gain. Il y a eu des hausses significatives du salaire minimum. De 2006 à 2009, il y a eu des hausses importantes. 0.50\$ de l'heure, par année, pendant trois ans, ce n'est pas encore suffisant mais cela a aidé pas mal de travailleuses à faible revenus. Et finalement, belle bataille en 2012, où nous avons été en mesure de bloquer la hausse des frais de scolarité.

C'est une période de reculs mais aussi de batailles où nous obtenons des gains. Que faut-il retenir de cette période ? Les gouvernements n'agissent pas par générosité. Ce sont les luttes qui nous permettent de faire des gains. Il faut aussi avoir une perspective historique. Qu'est-ce que cela veut dire ? C'est qu'il nous faut apprendre à faire des liens sur le long terme. J'ai donné l'exemple du régime québécois d'assurance parentale, ce n'est pas pour rien. Parfois nous formons des coalitions pour livrer des batailles comme l'exemple de la « Coalition contre la tarification et la privatisation des services publics ». Il faut être patient car souvent les fruits de nos luttes n'apparaissent que quelques années plus tard. Soulager la misère, cela peut sembler bien à court terme, mais il faut s'attaquer aux vraies causes de la pauvreté pour y apporter des solutions durables.



Conclusion

Pour conclure, constats et remèdes. J'ai présenté quatre constats et trois remèdes.

Constats :

- 1—La pauvreté est réelle. La pauvreté existe. Une personne sur dix au Québec ne couvre pas ses besoins et une personne sur huit est en situation de pauvreté.
- 2—Bien des gens travaillent et se considèrent dans la classe moyenne tout en ayant des conditions de vie assez précaires. Le travail ne permet pas toujours de se sortir de la pauvreté.
- 3— Il y a beaucoup de mythes entourant la pauvreté. Les mythes parce que lorsqu'on creuse, on trouve des mensonges. La pauvreté ce n'est pas un problème économique, c'est d'abord et avant tout un problème politique. Parce que socialement, on a fait des choix, des mauvais choix.
- 4— Tout ce qu'on gagne, c'est parce qu'on se bat pour l'avoir. Je pense qu'il faut s'en souvenir.

Prescription

Remèdes pour combattre la pauvreté au Québec :

1— D'abord, il faut augmenter les revenus des plus pauvres. Ce n'est pas vrai que cela va passer uniquement par l'emploi. Si on n'augmente pas les revenus, si on n'augmente pas les prestations d'aide sociale, les revenus des aînés à la retraite, si on n'augmente pas le salaire minimum, si on n'augmente pas l'aide financière aux étudiants, les gens vont demeurer en situation de pauvreté. Il faut aussi cesser l'appauvrissement de la classe moyenne. Cela pourrait être nos meilleurs alliés contre les plus riches pour faire des gains.



2— Il faut assurer un accès équitable aux services publics. Les services publics doivent être universels et de qualité, gratuits à tous les égards. Cela veut dire s'attaquer aux mécanismes de concentration de la richesse au moyen d'une fiscalité plus progressive. Les plus riches, les grandes entreprises, ne paient pas assez d'impôts. C'est pas vrai qu'ils en paient trop.

3— Il faut s'attaquer aux mythes et aux préjugés qui nous empêchent d'avancer.

Si on peut se souvenir d'une chose que nous avons dit, c'est qu'il est possible de mettre fin au scandale de la pauvreté au Québec. Il faut se souvenir de toutes les batailles qui ont été menées et gagnées depuis les soixante-dix dernières années. Nous avons connu de grandes victoires et il est encore possible d'en avoir d'autres. On entend souvent comme argument que ce n'est pas possible d'éliminer la pauvreté, mais penser aux suffragettes qui ont obtenu le droit de vote pour les femmes se sont fait dire la même chose. Pareil pour ceux et celles qui ont lutté pour l'abolition de l'esclavage. On les qualifiait de rêveurs mais pourtant avec le temps, ils ont fini par obtenir gain de cause. Ce qui n'est pas arrivé n'est pas impossible. C'est ce qu'on appelait à une certaine époque : « Les utopies réalisables ». Nous pouvons partager le rêve d'éliminer la pauvreté si nous décidons de nous engager dans cette bataille.